Pour publication immédiate : 22/03/2018 **GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE DES MESURES RENFORCÉES POUR LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE D'OPIOÏDES

Expansion du Programme de surveillance des prescriptions de l'État ; données désormais partagées avec 25 États et Washington D.C.

Le Bureau des enquêteurs en matière de stupéfiants sera formé à porter et administrer de la naloxone

Les hôpitaux sont autorisés à proposer des services de désintoxication sans Certificat d'exploitation de l'OASAS

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui de nouvelles mesures pour lutter contre l'épidémie d'opioïdes, parmi lesquelles renforcer les partenariats à travers le pays dans le cadre du Programme de surveillance des prescriptions de New York (New York's Prescription Monitoring Program, PMP), former des enquêteurs du Bureau de lutte contre les stupéfiants (Bureau of Narcotic Enforcement, BNE) du Département de la santé (Department of Health, DOH) à transporter et administrer de la naloxone, et autoriser les hôpitaux à offrir des services de désintoxication sans certification séparée du Bureau des services contre l'alcoolisme et la toxicomanie (Office of Alcoholism and Substance Abuse Services, OASAS) de l'État de New York.

« C'est un fait tragique : l'addiction aux opioïdes continue à prendre, chaque jour la vie de New-Yorkais, mais cette administration ne se reposera pas tant que l'épidémie d'opioïdes ne sera pas révolue », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « En retirant les obstacles inutiles à des soins adéquats et en offrant davantage de ressources et de formations grâce à ces mesures supplémentaires, New York continuera à être à la tête du pays en matière de mise en œuvre de solutions innovantes et efficaces pour sauver des vies, prévenir les overdoses et offrir le traitement dont ils ont besoin à ceux qui souffrent de la dépendance. »

« J'ai entendu d'innombrables récits de familles de l'État touchées par la dépendance. Cette épidémie est à l'origine d'un trop grand nombre de décès prématurés. Le Gouverneur et moi refusons de rester les bras croisés et de la regarder se poursuivre », **a déclaré la Lieutenante-gouverneure Kathy Hochul, Co-directrice du Groupe de travail sur l'héroïne et les opiacés (Heroin and Opioid Task Force).** « Nous sommes chefs de file du pays pour les mesures que nous prenons pour offrir des

ressources et un soutien aux personnes aux prises avec l'addiction et leurs familles. Grâce à ces mesures supplémentaires, New York renforce son engagement sans faille dans la lutte contre cette crise et le soutien des individus en voie de guérison. »

Le Département de la santé étant désireux de connecter le PMP de New York avec d'autres États, le PMP est désormais interexploitable avec 25 États et Washington D.C., ce qui signifie que le programme de New York partage en toute sécurité des données et reçoit des données issues de PMP d'autres États concernant les prescriptions des patients. La connexion avec la moitié des États du pays offre désormais aux praticiens un accès aux antécédents de consommation de substances réglementées de près de 150 millions de patients.

Grâce à ce programme, les professionnels de santé de New York pourront désormais sélectionner les États participants lorsqu'ils recherchent le PMP, afin d'avoir des informations plus complètes sur les antécédents de substances réglementées de leurs patients. Cette fonction est particulièrement utile dans la région des trois États et d'autres zones hors des frontières de l'État. Grâce à la meilleure visibilité des antécédents de substances réglementées, les professionnels de santé peuvent détecter et prévenir plus facilement le recours à plusieurs médecins (« doctor shopping »), ce qui est un outil essentiel pour lutter contre l'épidémie d'opioïdes. Depuis que la législation I-STOP du Gouverneur Cuomo a commencé à exiger des praticiens qu'ils consultent le PMP avant de prescrire des substances réglementées, New York a réduit le nombre d'incidents dus à la consultation de plusieurs médecins de plus de 98 pour cent.

Le Département de la santé a systématiquement fait valoir l'interopérabilité des PMP de New York, d'abord avec les États limitrophes, puis avec le reste du nord-est, de la côte est et au-delà. Le Département examine annuellement tous ses accords avec d'autres États et réinterroge leurs responsables, afin de garantir la continuité des lois et règles d'accès, de partage des données et de sécurité applicables.

En outre, les enquêteurs du Bureau de lutte contre les stupéfiants du Département de la santé, qui sont souvent en première ligne de l'épidémie d'opioïdes, seront formés par l'Institut du SIDA (AIDS Institute) du Département pour transporter et administrer de la naloxone, capable de traiter une overdose d'opioïdes. Les enquêteurs du BNE de l'État sont chargés de faire appliquer la Loi sur les substances réglementées (New York State Controlled Substances Act) et les réglementations de l'État de New York, en collaborant avec les forces de l'ordre, les professionnels de santé et d'autres entités, afin d'enquêter sur les activités suspectes liées aux drogues dans différents environnements.

Enfin, l'OASAS et le Département de la santé ont désormais la possibilité de délivrer aux hôpitaux une dérogation limitée dans le temps, qui élargit les services de désintoxication qu'ils sont autorisés à proposer. Habituellement, un hôpital ne peut offrir de services de désintoxication au-delà du seuil de cinq lits, ou supérieurs à dix pour cent du total de jours-patients. Cette dérogation permettra l'admission et le traitement des patients qualifiés, au-delà des limites réglementaires, pour une désintoxication, sans avoir besoin d'un certificat d'exploitation pour la désintoxication de l'OASAS, à condition que l'hôpital notifie l'OASAS et le DOH de son intention d'offrir de tels

services. Cette dérogation sera valable jusqu'au 31 décembre 2018, date à laquelle l'OASAS et le DOH réévalueront la nécessité de prolonger la dérogation.

Outre cette dérogation réglementaire, il est rappelé aux hôpitaux que les médecins urgentistes peuvent également profiter d'une flexibilité fédérale pour traiter l'addiction à l'aide de traitements médicalement assistés. Le droit et les réglementations fédéraux permettent à un médecin d'administrer de la méthadone ou de la buprénorphine une fois par jour, pour une période de 72 heures maximum, en cas d'urgence, pendant qu'un traitement de la dépendance est mis en place. Par ailleurs, les médecins libéraux qui ont obtenu l'autorisation de la part du gouvernement fédéral d'administrer de la buprénorphine aux patients souffrant de troubles de consommation d'opioïdes peuvent le faire sans l'obtention d'un certificat d'exploitation de l'OASAS.

Le Commissaire à la santé Dr. Howard Zucker a déclaré : « Sous l'impulsion du Gouverneur Cuomo, nous prenons des mesures audacieuses et énergiques pour lutter contre l'épidémie d'opioïdes et sauver des vies. Trop de New-Yorkais sont en proie à la dépendance dans nos communautés, et ces mesures feront une différence dans nos efforts continus pour inverser la tendance en leur faveur. »

La Commissaire du Bureau des services contre l'alcoolisme et la toxicomanie, Arlene González-Sánchez, a déclaré : « La crise des opioïdes est dévastatrice pour notre pays et ici, à New York, nous prenons des mesures audacieuses pour combattre la dépendance. Ces initiatives offriront des ressources qui sauveront la vie de nombreux New-Yorkais et donneront aux personnes aux prises avec l'addiction la possibilité de trouver un traitement, afin d'amorcer leur chemin vers la guérison. »

Le Président du Comité de la santé du Sénat (Senate Health Committee), Kemp Hannon, a déclaré : « New York a fait d'énormes progrès en matière de lutte contre la consommation abusive d'héroïne et d'opioïdes. J'ai travaillé avec le Gouverneur pour mettre en œuvre une législation importante créant le Programme I-STOP, accroissant la disponibilité de la naloxone et élargissant l'accès au traitement et à la guérison. Je suis impatient de poursuivre cette collaboration car beaucoup reste à faire pour endiguer cette épidémie. »

Le président du Comité de la santé de l'Assemblée (Assembly Health Committee), Richard N. Gottfried, a déclaré : « Les hôpitaux sont en première ligne de l'épidémie d'opioïdes. Le fait d'élargir l'accès aux services de désintoxication hospitaliers permettra de sauver des vies et d'aider les New-Yorkais à accéder à un traitement médicalement assisté adéquat. »

Linda Rosenthal, la Présidente du Comité de l'Assemblée sur l'alcoolisme et la toxicomanie (Assembly Committee on Alcoholism and Drug Abuse), a déclaré : « Dans l'État de New York, il existe autant de chemins vers la guérison différents que de personnes souffrant de troubles de toxicomanie. Je salue cet effort visant à étayer un large éventail de services et programmes de soutien pour savoir où et quand les opioïdes sont prescrits et pour élargir l'univers des sites équipés pour offrir un traitement salvateur. Nous ne cesserons pas nos efforts tant que notre État ne sera pas recouvert de soutiens vitaux. C'est la raison pour laquelle je me bats autant pour le projet de loi « Naloxone Everywhere » (« de la naloxone de partout »), qui oblige les

établissements de l’ensemble de l’État à transporter des antagonistes d’opioïdes et à avoir une personne sur place formée pour les administrer. »

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l’adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418